

Initiatives parlementaires

M. Mike Scott (Skeena, Réf.): Monsieur le Président, la motion présentée à la Chambre aujourd'hui traite de la nécessité d'améliorer le logement des peuples autochtones. Il s'agit là d'un problème véritable. Celui qui a visité une réserve indienne, est passé près d'une réserve ou a rencontré des autochtones sait que le logement constitue un grave problème pour eux.

En tant que Canadiens, je suis convaincu que nous souhaitons tous voir la situation s'améliorer. Nous ne sommes ni insensibles ni sans coeur et nous aimerions que tous les membres de notre société disposent d'un logement adéquat et puissent vivre selon le mode de vie que nous avons appris à considérer comme le mode de vie normal au Canada.

Voici certaines données concernant les dépenses du gouvernement au titre des affaires autochtones. Le gouvernement du Canada dépense quelque 5,8 milliards de dollars annuellement pour tenter de régler les problèmes dont il est question ici cet après-midi. Sur cette somme, environ 300 millions de dollars sont consacrés au logement des autochtones. Selon les plus récents rapports, quelque 3 500 nouvelles unités d'habitation sont construites et 4 500 logements sont rénovés chaque année.

• (1815)

Le vérificateur général nous dit maintenant que le financement, les dépenses consacrées au budget du MAINC, grimpent plus rapidement que les taux réunis de l'inflation et de la croissance démographique des autochtones. C'est donc que les effets bénéfiques de ce financement sont minces, pour ne pas dire autre chose. Je soutiens que les résultats seront toujours négatifs, car il n'y aura jamais suffisamment d'argent dans le budget pour combler tous les besoins de ces gens.

À mon avis, pour qu'ils parviennent à vivre dans des logements adéquats et selon un mode de vie conforme à leurs normes et à celles des Canadiens en général, la seule solution est l'indépendance économique. Ils doivent être en mesure de se procurer leurs propres logements, comme le font tous les autres Canadiens dans notre société.

Certes, je reconnais que les autochtones trouvent un certain réconfort dans les programmes que le gouvernement met actuellement à leur disposition, mais je suis persuadé qu'ils ne se réjouissent pas de notre situation, nous, les non-autochtones et contribuables canadiens.

Je pose la question: Comment peut-on se sentir utile et fier quand on doit quémander de l'argent au gouvernement fédéral pour subventionner son logement ou maintenir son niveau de vie?

Nos réserves sont bien souvent situées dans des régions où il y a peu ou pas d'activités économiques. Telle est la réalité des réserves aujourd'hui. Les gens qui y vivent sont relégués à un mode de vie fondé sur l'aide financière du gouvernement fédéral. Bon nombre de ces réserves sont situées dans des régions isolées, difficilement accessibles, dépourvues de toute activité économique, à l'exception, bien sûr, de l'intervention d'ordre financier du gouvernement fédéral. Il n'y a presque aucun emploi digne de ce nom.

Les autochtones du Canada qui tirent le mieux leur épingle du jeu sont ceux qui ont fait le choix difficile, mais courageux de s'aventurer hors des réserves et de s'intégrer à l'ensemble des Canadiens.

Selon nos amis socialistes—et nous en avons la preuve dans les motions du genre de celle dont la Chambre est saisie aujourd'hui—le gouvernement a ou devrait avoir le remède à tous nos maux. Si seulement le programme était meilleur! Si seulement la prestation des services était plus efficace! Si seulement nous affections plus d'argent à ce programme, nous atteindrions nos objectifs et tout le monde serait heureux! Ce serait le bonheur total!

Au bout de près de 30 ans de dépenses gouvernementales massives, de redistribution massive des richesses appartenant à la population productive au profit des démunis, il faut se rendre à l'évidence: non seulement le gouvernement n'a pas atteint ses objectifs, mais, chaque fois, il a aggravé le problème même que ses programmes étaient censés résoudre.

M. Milliken: Foutaise que tout cela!

M. Scott (Skeena): Ce sont les faits.

Il est intéressant de signaler que dans son dernier rapport, le vérificateur général a repris le point de vue de bon nombre d'éminents économistes comme mon collègue, le député de Capilano—Howe Sound, qui disent depuis des années que les programmes du gouvernement qui ont été conçus pour régler des problèmes comme le chômage et le bien-être social ont eu pour effet, étant donné leur nature, d'augmenter la demande.

Le vérificateur général a dit que l'on voyait certains signes d'effets négatifs possibles des programmes sociaux. Il a ajouté que la plupart, sinon la totalité, des programmes sociaux pouvaient produire de tels effets.

Parmi les nombreux effets que l'on a associés aux programmes en vigueur, mentionnons l'utilisation accrue des programmes sociaux et l'utilisation répétée de ces programmes, ce qui laisse entendre que les programmes sociaux créent peut-être une dépendance à long terme, chez certains utilisateurs. Les gens ne sont pas encouragés à travailler quand ils comparent les avantages qu'ils retirent des programmes sociaux aux salaires qu'ils touchent en travaillant. Il se pourrait que les interactions entre les programmes sociaux fassent que ceux-ci n'aillent pas dans le même sens.

Il ressort donc clairement que la solution au problème du logement chez les autochtones, la solution réelle et permanente à ce problème ne consiste pas à augmenter les dépenses, les programmes, les politiques ou les initiatives du gouvernement, mais plutôt à amener les autochtones à participer à l'économie, comme tous les autres Canadiens.

Il y a des centaines de milliers de Canadiens non autochtones qui vivent dans des logements pauvres et parfois inadéquats et qui voudraient quitter les sous-sols et les appartements dans lesquels ils vivent pour emménager dans des logements plus convenables. Ces gens savent qu'ils devront se servir de leurs propres ressources pour réaliser leurs rêves et leurs aspirations.